

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS.....	1
INTRODUCTION	3
PRÉAMBULE. QUAND LE DROIT PÉNAL POSE QUESTION.....	5
CHAPITRE INTRODUCTIF.....	23
Section 1 ^{re} . L'objet du droit pénal	23
Section 2. Le droit pénal : branche du droit public.....	24
Section 3. Les subdivisions du droit pénal.....	26
§ 1 ^{er} . Le droit international pénal.....	26
A. Les dispositions internationales de droit pénal.....	26
B. Les dispositions internationales de procédure pénale.....	27
§ 2. Le droit interne.....	28
A. Le droit pénal	28
B. La procédure pénale	29
Section 4. Les sources formelles du droit pénal et de la procédure pénale.....	29
§ 1 ^{er} . La Constitution	29
§ 2. Les traités internationaux	30
A. La Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (signée à Rome, le 4 novembre 1950).....	31
B. Le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (signé à New York, le 19 décembre 1966).....	32
C. La Convention internationale des Nations unies relative aux droits de l'enfant (adoptée à New York, le 20 novembre 1989).....	33
D. Les autres conventions internationales	34
§ 3. La loi.....	35
A. Le Code pénal.....	35
B. Le Code d'instruction criminelle.....	37
C. Les lois complémentaires	39
D. Les décrets et les ordonnances.....	40
E. Les règlements généraux, provinciaux et communaux	40
CHAPITRE 1 ^{ER} . LA LOI PÉNALE.....	43
Section 1 ^{re} . Le principe de légalité	43
§ 1 ^{er} . Les textes légaux	43
§ 2. La portée du principe	45
Section 2. L'application de la loi pénale dans le temps	49
§ 1 ^{er} . Le principe de la non-rétroactivité de la loi pénale.....	50
§ 2. L'exception : la rétroactivité des lois pénales plus douces.....	51
§ 3. Les lois de compétence et de procédure	56
Section 3. L'application de la loi pénale dans l'espace.....	56
§ 1 ^{er} . Les infractions commises sur le territoire belge : le principe de territorialité.....	57
A. Le principe de l'application de la loi pénale belge et de la compétence des juridictions belges pour les infractions commises sur le territoire belge	57
B. L'étendue du territoire national.....	58
C. Les exceptions	59
D. La localisation de l'infraction	59

§ 2. Les infractions commises en dehors du territoire belge : application de la loi belge aux exceptions prévues par la loi.....	62
Section 4. Les principes d'interprétation de la loi pénale	64
§ 1 ^{er} . Le principe de l'interprétation stricte et son corollaire, l'interdiction de l'interprétation analogique	64
§ 2. Les autres indications résultant des travaux parlementaires et de la jurisprudence	67
CHAPITRE 2. L'INFRACTION	71
Section 1^{re}. La définition de l'infraction.....	71
§ 1 ^{er} . Les éléments constitutifs de l'infraction.....	71
§ 2. L'élément matériel.....	73
§ 3. L'élément moral.....	76
A. L'élément moral caractérisant les infractions dites réglementaires	83
B. Le défaut grave de prévoyance ou de précaution.....	86
C. Le dol général.....	91
D. Le dol spécial	96
§ 4. L'élément aggravant.....	100
§ 5. Les classifications des infractions	104
A. La suppression de la classification tripartite des infractions et du mécanisme de la correctionnalisation dans le nouveau Code pénal de 2024.....	104
B. La distinction entre les infractions politiques, les infractions de presse et les autres infractions	107
1. L'infraction politique	108
a. La définition au sens de l'article 150 de la Constitution	108
b. La notion d'infraction politique en droit extraditionnel	110
2. L'infraction de presse.....	112
C. La distinction entre les infractions instantanées, continues et d'habitude.....	117
1. Les définitions.....	117
a. L'infraction instantanée	117
b. L'infraction continue.....	118
c. L'infraction d'habitude	118
2. L'incidence de la distinction	118
D. La suppression de la notion de délit sur plainte.....	119
Section 2. La tentative punissable et la provocation à commettre une infraction	120
§ 1 ^{er} . La tentative punissable.....	120
A. Notion.....	120
B. Les conditions de la tentative punissable.....	122
1. La résolution de commettre une infraction intentionnelle	122
2. Un commencement d'exécution.....	123
3. L'absence de désistement volontaire	126
C. La répression de la tentative	129
§ 2. La répression de la provocation à commettre une infraction.....	129
Section 3. Les causes de justification	132
§ 1 ^{er} . Généralités.....	132
§ 2. L'ordre ou l'autorisation de la loi	135
§ 3. L'ordre légal de l'autorité.....	137
§ 4. L'état de nécessité	139
A. Notion.....	139
B. Les conditions	140

1. La sauvegarde d'un droit ou d'un intérêt supérieur (principe de proportionnalité).....	140
2. Le caractère grave, imminent et certain de la mise en péril du droit ou de l'intérêt menacé	142
3. Le principe de subsidiarité	142
4. Le caractère involontaire de la situation	142
§ 5. La légitime défense	144
A. Notion.....	144
B. Les conditions	146
1. Les conditions d'ouverture du droit à la légitime défense.....	147
a. L'existence d'une agression illégitime	147
b. L'agression doit être dirigée contre une personne.....	147
c. L'agression doit être grave.....	148
d. L'agression doit avoir un caractère actuel.....	148
e. L'absence de toute alternative (principe de subsidiarité)	149
2. Les conditions d'exercice du droit à la légitime défense.....	149
a. La défense doit être proportionnelle.....	149
b. Les actes de défense doivent être nécessaires et posés dans une volonté de se défendre.....	150
C. La faute préalable de l'agent	150
D. L'incidence de l'erreur d'appréciation de l'agent.....	151
§ 6. La résistance légitime aux abus de l'autorité	152
A. Notion	152
B. Les conditions	153
§ 7. L'incidence du consentement de la victime sur le caractère illicite du comportement	154
CHAPITRE 3. L'AUTEUR DE L'INFRACTION	157
Introduction	157
Section 1^{re}. La qualité d'auteur et la participation punissable	158
§ 1^{er}. Le principe de responsabilité pénale individuelle	158
§ 2. La définition de la qualité d'auteur	159
§ 3. La responsabilité des personnes morales	162
§ 4. La participation punissable	168
A. Généralités.....	168
B. La notion de participant.....	170
C. Les conditions de la participation punissable	172
1. L'existence d'une infraction ou d'une tentative punissable	172
2. La volonté de contribuer à la commission de l'infraction	174
3. Une contribution significative à la commission de l'infraction.....	177
4. L'accomplissement d'un des actes de participation prévus par la loi ..	177
a. La participation directe à l'exécution de l'infraction	179
b. La facilitation de la préparation ou de l'exécution de l'infraction	179
c. La provocation directe à commettre l'infraction	179
d. L'inaction encourageant ou facilitant directement la commission de l'infraction.....	180
e. L'aide ou assistance à l'auteur procurée après l'infraction en cas de concert préalable	184
D. La répression de la participation punissable	185
E. L'imputation des éléments aggravants et des facteurs aggravants aux auteurs et participants	185

1. La distinction entre les éléments ou facteurs aggravants objectifs et ceux subjectifs.....	185
2. L'imputation des éléments aggravants ou des facteurs aggravants objectifs aux auteurs et aux participants.....	186
Section 2. Les causes d'exemption de culpabilité.....	190
§ 1 ^{er} . Généralités.....	190
§ 2. La force irrésistible.....	192
§ 3. L'erreur invincible.....	196
Section 3. Les causes de non-imputabilité.....	199
§ 1 ^{er} . Généralités.....	199
§ 2. Le trouble mental.....	201
A. La cause de non-imputabilité.....	201
B. Les conséquences de l'admission de la cause de non-imputabilité.....	205
1. Cause de non-imputabilité au moment des faits et conditions réunies pour l'internement au moment de la décision judiciaire.....	207
2. Cause de non-imputabilité au moment des faits et conditions non réunies pour l'internement au moment de la décision judiciaire.....	208
3. État mental sain au moment des faits et trouble mental grave au moment de la décision judiciaire.....	209
C. Le prononcé de la mesure d'internement et son exécution.....	210
1. Les juridictions compétentes pour prononcer l'internement.....	210
2. Le régime de l'exécution de l'internement.....	211
a. Les chambres de protection sociale du tribunal de l'application des peines.....	211
b. Les modalités d'exécution de l'internement.....	212
§ 3. La minorité.....	216
A. En matière de roulage.....	217
B. Le dessaisissement.....	218
1. Le régime prévu par l'article 57bis de la loi du 8 avril 1965.....	218
2. Le régime prévu par l'article 125 du Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse de la Communauté française.....	220
3. Le régime prévu par l'article 38 du décret flamand.....	222
4. Le régime prévu par l'article 89 de l'ordonnance bruxelloise.....	223
5. Le régime prévu par l'article 84 du décret germanophone.....	225
CHAPITRE 4. LES PEINES.....	227
Section 1^{re}. Le fil du raisonnement à tenir par le juge.....	229
Section 2. Les caractères de la peine.....	231
Section 3. La peine dans l'économie générale du nouveau Code pénal.....	234
Section 4. Le socle du nouveau Code pénal : les objectifs de la peine.....	237
§ 1 ^{er} . La peine sous l'empire du Code pénal de 1867.....	238
§ 2. Les objectifs de la peine fixés par l'article 27 du nouveau Code pénal.....	241
A. La désapprobation de la société à l'égard de la violation de la loi pénale.....	244
B. La promotion de la restauration de l'équilibre social et la réparation du dommage causé par l'infraction.....	244
C. La visée de réhabilitation et de réinsertion sociale de l'auteur.....	246
D. La protection de la société.....	248
§ 3. Le principe de subsidiarité.....	249
§ 4. Le principe de proportionnalité entendu comme l'interdiction de disproportion entre la peine et l'infraction.....	250
§ 5. Le principe de limitation des effets secondaires indésirables.....	251

§ 6. L'emprisonnement comme peine d'ultime recours.....	253
§ 7. Un premier pas dans une approche restauratrice ?.....	257
A. L'approche restauratrice.....	257
1. Un paradigme différent	258
2. Des pratiques et des processus restaurateurs plutôt qu'un code.....	262
3. La question de l'articulation possible ou non de l'approche restauratrice avec l'approche pénale.....	266
B. Le nouveau Code pénal et la justice restauratrice.....	271
§ 8. La prise en compte par le juge des objectifs de la peine.....	273
Section 5. Des alternatives à la peine qui ne figurent pas dans le nouveau Code pénal : la transaction et la procédure de « médiation et mesures ».....	274
§ 1^{er}. La transaction pénale.....	275
A. Notions générales	275
B. La procédure prévue par le Code d'instruction criminelle	276
1. La base légale.....	276
2. Les conditions	276
3. La procédure	280
4. Les conséquences de la proposition transactionnelle	281
C. La procédure complémentaire prévue en matière de circulation routière	283
§ 2. La procédure de « médiation et mesures »	283
A. Notion.....	283
B. Le régime applicable	285
1. Les conditions	285
2. Les mesures pouvant être proposées	287
a. L'indemnisation ou la réparation du dommage.....	287
b. La médiation entre le suspect et la victime	287
c. Le traitement médical.....	288
d. Le travail d'intérêt général	288
e. La formation	289
3. Le service de médiation.....	289
C. La procédure.....	290
1. Le schéma du déroulement de la procédure	290
2. La procédure proprement dite	291
D. Les conséquences de la procédure de « médiation et mesures ».....	292
Section 6. Les peines.....	293
§ 1^{er}. La distinction entre les peines principales, accessoires et subsidiaires.....	293
A. Les peines principales.....	293
B. Les peines accessoires.....	293
C. Les peines subsidiaires	294
§ 2. Les niveaux de peines applicables aux personnes physiques.....	295
A. Les peines principales applicables aux personnes physiques	295
1. La peine de niveau 8	296
2. La peine de niveau 7	297
3. La peine de niveau 6	298
4. La peine de niveau 5	298
5. La peine de niveau 4	299
6. La peine de niveau 3	299
7. La peine de niveau 2	300
8. La peine de niveau 1	302
B. Les peines accessoires applicables aux personnes physiques	303
§ 3. Les peines applicables aux personnes morales.....	305
A. Les peines principales applicables aux personnes morales.....	305

1. La peine de niveau 8 à niveau 3	305
2. La peine de niveau 2	306
3. La peine de niveau 1	307
B. Les peines accessoires applicables aux personnes morales	308
C. Les peines applicables à certaines personnes morales de droit public	308
§ 4. Les peines privatives de liberté.....	309
A. L'emprisonnement.....	309
B. Le traitement sous privation de liberté (à partir du 1 ^{er} janvier 2035).....	312
1. Les conditions	313
2. Le prononcé de la peine	316
3. L'exécution de la peine	318
C. La mesure de sûreté en vue de la protection de la société	320
1. Notion	320
2. Les conditions	322
3. L'activation et l'exécution de la mesure.....	323
§ 5. Les peines restrictives de liberté.....	325
A. La peine de surveillance électronique.....	325
1. Notion	325
2. Les conditions	327
a. Le champ d'application.....	327
b. Le consentement éclairé du prévenu	328
3. Le prononcé de la peine	329
4. L'exécution de la peine	331
5. La suspension de la peine.....	333
B. La peine de probation	335
1. Notion	335
2. Les conditions	336
3. Le prononcé de la peine	337
4. L'exécution de la peine	340
a. La commission de probation.....	341
b. L'exécution de la peine de probation imposée à une personne physique.....	342
c. L'exécution de la peine de probation imposée à une personne morale	345
C. La peine de travail	347
1. Notion	347
2. Les conditions	348
3. Le prononcé de la peine	350
4. L'exécution de la peine	352
D. Le suivi prolongé (à partir du 1 ^{er} janvier 2035)	356
1. Notion	357
2. Les conditions	358
3. Le prononcé de la peine	360
4. L'exécution de la peine	361
E. La mise à disposition du tribunal de l'application des peines (à titre transitoire)	364
1. Notion	365
2. Le champ d'application.....	366
3. La durée et l'exécution de la peine.....	368
F. La privation de certains droits civils et politiques	369
G. L'interdiction professionnelle.....	372
H. La déchéance du droit de conduire	375

I.	L'interdiction de résidence, de lieu ou de contact	377
§ 6.	La condamnation par déclaration de culpabilité	380
§ 7.	Les peines patrimoniales	382
A.	L'amende.....	382
1.	L'amende dans le nouveau Code pénal	382
2.	L'amende comme peine principale	384
3.	L'amende comme peine accessoire	384
4.	La détermination du montant de l'amende et des modalités de paiement.....	386
5.	Le recouvrement de l'amende	388
B.	La confiscation	390
1.	Notion	390
2.	Les choses confiscales.....	393
a.	Les choses formant l'objet de l'infraction lorsque la propriété en appartient au condamné	393
b.	Les choses qui ont servi ou qui ont été destinées à la commettre lorsque la propriété en appartient au condamné	394
c.	Les choses qui ont été créées par l'infraction	395
d.	Les avantages patrimoniaux tirés de l'infraction, les biens et les valeurs qui leur ont été substitués et les revenus de ces avantages investis	395
3.	La confiscation par équivalent	396
4.	La confiscation d'immeubles	398
5.	La règle de partage de la preuve.....	399
6.	Le pouvoir de modération du juge.....	400
7.	La confiscation de biens situés à l'étranger.....	401
8.	Les droits des tiers.....	401
C.	La confiscation élargie	402
D.	La peine pécuniaire fixée en fonction du profit escompté ou obtenu de l'infraction.....	405
§ 8.	Les peines spécifiques applicables aux personnes morales	407
A.	La peine de prestation en faveur de la communauté.....	407
B.	L'interdiction d'exercer une activité relevant de l'objet.....	411
§ 9.	Les autres peines	412
A.	La publication de la décision de condamnation	412
B.	La fermeture d'établissement	413
Section 7.	La détermination de la peine	414
§ 1 ^{er} .	Les facteurs aggravants	414
A.	La notion de facteur aggravant	415
B.	Le mobile discriminatoire : un facteur aggravant applicable à toutes les infractions.....	416
C.	Les autres facteurs aggravants dans le livre II	418
§ 2.	Les circonstances atténuantes	419
§ 3.	Le rapport d'information	421
§ 4.	L'avis spécialisé dans la guidance ou le traitement des délinquants sexuels ou terroristes	423
§ 5.	Les causes d'excuse	425
A.	Notion.....	425
B.	Les causes d'excuse prévues dans le livre I ^{er} du nouveau Code pénal.....	427
1.	La cause d'excuse de l'excès de légitime défense	427
2.	L'excuse de minorité.....	430

C. Les causes d'excuse prévues dans le livre II du nouveau Code pénal et dans les lois particulières.....	431
1. Les causes d'excuse d'exemption de peine	432
2. Les causes d'excuse atténuantes.....	433
§ 6. La récidive.....	436
A. Généralités.....	436
B. La récidive générale prévue dans le livre I ^{er} du nouveau Code pénal.....	440
1. Le maintien de la récidive générale dans le livre I ^{er} du nouveau Code pénal	441
2. La récidive obligatoire et perpétuelle	442
3. La récidive facultative et temporaire	443
§ 7. Le concours d'infractions.....	446
A. Généralités.....	446
B. Le concours constitué d'un seul fait	447
C. Le concours constitué de plusieurs faits	448
1. Première hypothèse : le jugement simultané ou non d'un concours dont au moins l'une des infractions est punissable d'une peine de niveau 8, 7 ou 6	452
2. Deuxième hypothèse : le jugement simultané d'un concours d'infractions punissables d'un niveau 5 ou inférieur.....	453
3. Troisième hypothèse : le jugement non simultané d'un concours d'infractions punissables d'un niveau 5 ou inférieur.....	454
4. Quatrième hypothèse : l'ignorance dans le chef du dernier juge de la situation de concours de la situation de concours.....	456
5. Cinquième hypothèse : le concours avec une condamnation dans un autre État membre de l'Union européenne.....	457
D. Le recalcul et la réduction éventuelle du total des peines par le juge de l'application des peines	460
§ 8. La prise en compte de la détention préventive dans la peine	461
Section 8. La suspension et le sursis.....	462
§ 1^{er}. La suspension du prononcé de la condamnation.....	462
A. Notion.....	463
B. Les conditions	465
C. Le délai d'épreuve et la révocation de la mesure.....	467
§ 2. Le sursis simple ou probatoire.....	469
A. Notion et champ d'application	469
B. Les conditions de la mesure de sursis probatoire.....	472
C. Le délai d'épreuve et le contrôle des conditions.....	474
D. La révocation.....	476
1. La révocation obligatoire	477
2. La révocation facultative.....	478
CHAPITRE 5. LES DISPOSITIONS CIVILES ET LES MESURES DE SÛRETÉ.....	483
§ 1^{er}. La responsabilité civile du paiement d'une peine patrimoniale.....	483
§ 2. La question des restitutions et des dommages et intérêts	484
§ 3. La condamnation solidaire aux frais	488
§ 4. L'ordre de priorité en cas d'insuffisance des montants récupérés chez le condamné.....	488
§ 5. La confiscation à titre de mesure de sûreté	489
§ 6. La dissolution de la personne morale.....	491
§ 7. L'indignité successorale	492

CHAPITRE 6. L'EXTINCTION ET LA PRESCRIPTION DES PEINES ET DES CONDAMNATIONS CIVILES.....	495
§ 1 ^{er} . L'extinction des peines par le décès du condamné.....	495
§ 2. La prescription de la peine.....	496
A. Le point de départ du délai de prescription.....	498
B. Les délais de prescription.....	498
C. L'interruption de la prescription.....	499
D. La suspension de la prescription.....	500
E. Les effets de la prescription de la peine.....	501
§ 3. Le cas particulier de la grâce.....	502
§ 4. La prescription des condamnations civiles.....	504
CHAPITRE 7. DISPOSITIONS DIVERSES	505
§ 1 ^{er} . Les effets des condamnations prononcées dans un autre État de l'Union européenne	505
§ 2. L'application des dispositions du livre I ^{er} au livre II et aux lois particulières	507
§ 3. Le mécanisme de conversion en cas de non-adaptation des lois particulières aux dispositions du nouveau livre I ^{er}	509
A. La conversion des peines principales criminelles et correctionnelles.....	510
B. La dépenalisation des contraventions	514
C. La détermination du montant de l'amende prévue comme peine accessoire et l'application des autres peines accessoires	514
D. La tentative.....	515
E. La participation	516
F. L'application des circonstances atténuantes	516
G. La traduction du renvoi à certaines notions du droit ancien	517
CHAPITRE 8. L'APPLICATION DANS LE TEMPS DES DISPOSITIONS DU NOUVEAU CODE PÉNAL	519
§ 1 ^{er} . La date d'entrée en vigueur des dispositions du nouveau Code pénal	520
§ 2. Le rappel des principes énoncés à l'article 2 du nouveau Code pénal.....	520
§ 3. L'application dans le temps des règles relatives à l'infraction et à l'agent contenues dans le livre I ^{er} du nouveau Code pénal	522
A. L'élément matériel de l'infraction	522
B. L'élément moral de l'infraction.....	523
C. Les éléments aggravants.....	524
D. La tentative punissable	525
E. Les causes de justification.....	526
F. La participation punissable.....	527
G. Les causes d'exemption de culpabilité et les causes de non imputabilité	528
§ 4. L'application dans le temps des règles relatives aux peines contenues dans le livre I ^{er} du nouveau Code pénal	529
A. Les objectifs de la peine	529
B. Les facteurs aggravants	529
C. Les circonstances atténuantes.....	530
D. Les causes d'excuse.....	534
E. Les peines principales.....	535
1. Les peines de surveillance électronique, de probation et de travail	535
2. La condamnation par déclaration de culpabilité.....	536

3. Pour les personnes morales, la peine de probation et la peine de prestation en faveur de la communauté	536
4. La détermination de la peine principale la plus douce.....	536
a. La comparaison pour les crimes antérieurement non correctionnalisables.....	538
b. La comparaison pour les crimes antérieurement correctionnalisables.....	539
c. La comparaison pour les infractions qualifiées antérieurement de délits.....	542
d. Les peines prévues pour les contraventions	543
F. Les peines accessoires	543
1. La non-rétroactivité de principe des peines accessoires nouvellement créées.....	543
2. La comparaison peine par peine des peines accessoires existantes	544
G. Les peines subsidiaires	545
H. La récidive.....	546
1. Rappel des règles applicables sous l'empire du Code de 1867.....	546
2. L'application dans le temps des règles relatives à la récidive	552
I. Le concours d'infractions	555
1. Rappel des règles applicables sous l'empire du Code de 1867.....	555
a. Le concours idéal d'infractions par unité de réalisation ou par unité d'intention	556
b. Le concours matériel d'infractions.....	559
2. L'application dans le temps des règles relatives aux concours.....	564
a. Le concours constitué d'un seul fait.....	564
b. Le concours constitué de plusieurs faits.....	564
c. Le recalcul de la peine par le tribunal de l'application des peines	566
J. La suspension du prononcé de la condamnation.....	566
K. Le sursis	567
L. Tableau récapitulatif.....	567
CHAPITRE 9. LES MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PEINES PRIVATIVES DE LIBERTÉ	573
Section 1^{re}. Généralités	573
§ 1 ^{er} . Éléments de contexte et de structuration	573
§ 2. L'impact de l'article 27 du nouveau Code pénal sur l'exécution des peines	578
Section 2. Les modalités d'exécution mineures applicables à tous les condamnés détenus	580
§ 1 ^{er} . La permission de sortie	581
A. Notion (art. 4 de la loi relative au statut externe des condamnés).....	581
B. Les conditions (art. 4 et 5 de la loi relative au statut externe des condamnés)	581
C. La procédure (art. 10 et 11 de la loi relative au statut externe des condamnés).....	582
D. L'exécution de la mesure et les sanctions en cas de non-respect de la première décision d'octroi des conditions (art. 11 à 14 de la loi relative au statut externe des condamnés)	583
§ 2. Le congé pénitentiaire	584
A. Notion (art. 6 de la loi relative au statut externe des condamnés).....	584
B. Conditions (art. 7 de la loi relative au statut externe des condamnés)	586
C. La procédure (art. 8 à 11 de la loi relative au statut externe des condamnés).....	586

D. L'exécution de la mesure et les sanctions en cas de non-respect des conditions (art. 11 à 14 de la loi relative au statut externe des condamnés).....	588
§ 3. Le placement en maison de transition	589
A. Notion (art. 9/1 et 9/2 de la loi relative au statut externe des condamnés).....	589
B. Les conditions (art. 9/3, § 1er, de la loi relative au statut externe des condamnés).....	591
C. La procédure (art. 10 et 11 de la loi relative au statut externe des condamnés).....	592
D. L'exécution de la mesure et les sanctions en cas de non-respect des conditions (art. 11 à 14 de la loi relative au statut externe des condamnés).....	594
§ 4. L'interruption de l'exécution de la peine	596
A. Notion (art. 15 de la loi relative au statut externe des condamnés).....	596
B. Les conditions (art. 16 de la loi relative au statut externe des condamnés).....	596
C. La procédure (art. 17 et 18 de la loi relative au statut externe des condamnés).....	596
D. L'exécution de la mesure (art. 18 et 19 de la loi relative au statut externe des condamnés).....	597
§ 5. La libération anticipée en vue d'un éloignement ou d'un transfert vers un centre de rétention	598
Section 3. Les modalités d'exécution majeures applicables aux condamnés à des peines dont le total excède trois ans	599
§ 1^{er}. Le tribunal de l'application des peines et la détermination du régime dont relève le condamné	600
A. Le tribunal de l'application des peines.....	600
B. Le calcul de la durée de la peine à exécuter.....	603
§ 2. La détention limitée, la surveillance électronique et la libération conditionnelle	605
A. Notions	605
1. La détention limitée (art. 21 de la loi relative au statut externe des condamnés).....	605
2. La surveillance électronique (art. 22 de la loi relative au statut externe des condamnés)	605
3. La libération conditionnelle (art. 24 de la loi relative au statut externe des condamnés)	606
B. Les conditions (art. 23, § 1 ^{er} , 25 et 47, § 1 ^{er} , de la loi relative au statut externe des condamnés).....	606
1. Les conditions de temps	606
a. La date d'admissibilité à la libération conditionnelle.....	607
b. Les conditions de temps pour l'octroi de la surveillance électronique et de la détention limitée.....	616
2. Les contre-indications	617
3. Le plan de réinsertion sociale.....	619
4. L'accord du condamné.....	619
5. L'exigence d'un séjour régulier pour les condamnés étrangers (annulée par la Cour constitutionnelle)	619
C. La procédure.....	620
1. L'introduction de la demande (art. 49 et 50 de la loi relative au statut externe des condamnés)	621

2. L'avis du directeur (art. 31 et 32 de la loi relative au statut externe des condamnés).....	621
3. L'avis du ministère public (art. 51 de la loi relative au statut externe des condamnés).....	623
4. La procédure applicable devant le tribunal (art. 52 et 53 de la loi relative au statut externe des condamnés).....	623
D. La décision (art. 54 à 59 et 61 de la loi relative au statut externe des condamnés).....	624
E. L'exécution de la mesure (art. 60 de la loi relative au statut externe des condamnés).....	628
F. Le délai d'épreuve de la libération conditionnelle (art. 60 et 71 de la loi relative au statut externe des condamnés).....	630
§ 3. La mise en liberté provisoire en vue de l'éloignement du territoire ou de la remise (art. 25/3, 26, 47, § 2, et 60, al. 3, de la loi relative au statut externe des condamnés).....	631
§ 4. Le suivi de l'exécution de la modalité et sa révocation éventuelle	634
A. Le suivi et le contrôle de la modalité (art. 62 et 63 de la loi relative au statut externe des condamnés).....	634
B. La révocation, la suspension, la révision et la réévaluation de la modalité.....	637
1. Les causes de révocation, de suspension, de révision et d'arrestation provisoire (art. 64 et 64/1 de la loi relative au statut externe des condamnés).....	638
2. L'action en réévaluation à la suite de l'exécution additionnelle d'une condamnation (art. 67/1 de la loi relative au statut externe des condamnés).....	640
3. L'arrestation provisoire (art. 70 de la loi relative au statut externe des condamnés).....	640
4. La suspension (art. 66 de la loi relative au statut externe des condamnés).....	641
5. La révision (art. 67 de la loi relative au statut externe des condamnés).....	642
6. La révocation (art. 65 et 68 de la loi relative au statut externe des condamnés).....	643
7. La procédure applicable à la révocation, la suspension, la révision ou à la réévaluation (art. 68 de la loi relative au statut externe des condamnés).....	645
C. La libération définitive (art. 71 de la loi relative au statut externe des condamnés).....	646
§ 5. Les voies de recours contre les décisions du tribunal de l'application des peines (art. 96 à 98 de la loi relative au statut externe des condamnés) ...	647
Section 4. Les modalités d'exécution majeures applicables aux condamnés à des peines dont le total ne dépasse pas trois ans	648
§ 1^{er}. Panorama des régimes juridiques	649
A. Le champ d'application de la loi relative au statut externe des condamnés.....	649
B. Les régimes généraux établis par la loi relative au statut externe des condamnés.....	650
§ 2. La procédure classique	652
A. Les catégories de condamnés.....	652

B.	L'octroi des modalités d'exécution des peines par le juge de l'application des peines (art. 23, 25 et 25/1, 26/1 et 27 à 46 de la loi relative au statut externe des condamnés).....	653
1.	La détention limitée, la surveillance électronique et la libération conditionnelle.....	654
2.	La libération provisoire en vue de l'éloignement du territoire ou de la remise.....	655
3.	La procédure d'octroi.....	656
§ 3.	La procédure d'urgence	665
A.	Le contexte et l'objet.....	665
B.	Les catégories de condamnés.....	666
C.	L'octroi des modalités d'exécution des peines par le juge de l'application des peines.....	667
1.	La détention limitée, la surveillance électronique et la libération conditionnelle.....	667
2.	La mise en liberté provisoire en vue de l'éloignement du territoire ou de la remise.....	669
3.	La procédure d'octroi.....	671
§ 4.	Le régime administratif des circulaires (ou instructions)	680
A.	Les peines de quatre mois ou moins.....	680
B.	La surveillance électronique.....	681
1.	Notion.....	681
2.	Les conditions.....	681
3.	La procédure d'octroi.....	683
a.	L'octroi de la mesure par le directeur de la prison.....	683
b.	L'octroi de la mesure par la direction Gestion de la détention.....	684
4.	L'exécution de la mesure.....	684
5.	La fin de la mesure.....	684
C.	La libération provisoire.....	684
1.	Les condamnés en séjour légal dont le total de la peine n'excède pas 3 ans d'emprisonnement.....	685
a.	Les condamnés devant subir une ou plusieurs peines d'emprisonnement subsidiaire.....	685
b.	Les condamnés devant subir une ou plusieurs peines d'emprisonnement principal dont le total n'excède pas 4 mois....	686
c.	Les condamnés devant subir une ou plusieurs peines d'emprisonnement principal dont le total dépasse 4 mois sans excéder 6 mois.....	686
d.	Les condamnés devant subir une ou plusieurs peines d'emprisonnement principal dont le total dépasse 6 mois sans excéder un an.....	686
e.	Les condamnés devant subir une ou plusieurs peines d'emprisonnement principal dont le total dépasse un an sans excéder trois ans.....	687
2.	Les condamnés pour faits de terrorisme.....	688
3.	Les délinquants sexuels.....	688
4.	Les condamnés dont l'extradition ou la remise est demandée.....	688
5.	Les condamnés faisant l'objet d'une mise à disposition du tribunal de l'application des peines.....	689
6.	Les condamnés sans séjour légal en Belgique.....	689
Section 5.	Les dispositifs spécifiques liés à la surpopulation carcérale	689

§ 1 ^{er} . La libération anticipée « surpopulation » à partir de six mois avant la fin de la peine	690
A. Le contexte et l'objet	690
B. Les catégories de condamnés	690
C. Les conditions	691
D. La procédure.....	693
E. La fin de la mesure	694
§ 2. La surveillance électronique de plein droit.....	696
A. Le contexte et l'objet	696
B. Les catégories de condamnés	697
C. Les conditions	699
D. La procédure d'octroi et sa mise en œuvre	699
E. Le contrôle du juge ou du tribunal de l'application des peines.....	702
Section 6. L'exécution de la peine complémentaire de la mise à la disposition du tribunal de l'application des peines (art. 95/2 à 95/30 de la loi relative au statut externe des condamnés).....	703
Section 7. Les droits reconnus à la victime dans le cadre de l'exécution des peines	706
§ 1 ^{er} . La notion de la victime	706
§ 2. L'information de la partie civile lors du prononcé de la condamnation ..	707
§ 3. Les droits de la victime en cas d'octroi d'une modalité d'exécution de la peine.....	707
Section 8. Les autres compétences du juge ou du tribunal de l'application des peines	709
§ 1 ^{er} . La libération provisoire pour raisons médicales (art. 72 à 80 de la loi relative au statut externe des condamnés).....	709
§ 2. L'adaptation, la suspension ou la cessation de l'interdiction de résidence, de lieu ou de contact (art. 26/ 1, 28, § 3, 29/1, 47, § 3, 49/1 et 95/1 de la loi relative au statut externe des condamnés).....	711
§ 3. Les compétences du tribunal de l'application des peines prévues par le nouveau Code pénal.....	711
CHAPITRE 10. L'EFFACEMENT DES CONDAMNATIONS ET LA RÉHABILITATION	715
§ 1 ^{er} . Le casier judiciaire	715
A. Définition et contenu	716
B. L'accès aux données du casier judiciaire.....	717
1. Les autorités judiciaires et les fonctionnaires de police.....	718
2. Certaines administrations publiques	719
3. Les particuliers	721
§ 2. L'effacement des condamnations	723
§ 3. La réhabilitation	725
A. Les conditions	726
B. La procédure.....	731
C. Les effets	731
BIBLIOGRAPHIE	733